Note détaillée

Le modèle social français, attentes et perspectives

Sondage *Harris Interactive* pour *Liaisons Sociales*

Enquête réalisée en ligne du 13 au 16 mars 2012. Echantillon de 1948 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

--*-

- **Les Français ne semblent pas prêts à envisager des évolutions fortes dans le modèle social actuel**, même si les sympathisants de Droite et les personnes disposant des plus hauts revenus sont plus nombreux à juger les garanties actuelles trop protectrices. **Les salariés opposent également une fin de non-recevoir à l'hypothèse de réduire leur salaire pour des horaires équivalents dans l'optique d'aider leur entreprise dans une période de lourdes difficultés économiques** (75% indiquent qu'ils n'y sont pas prêts).

- **Six Français sur dix** (59%) **souhaitent la suppression de la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, même si l'idée d'une réduction du nombre de fonctionnaires est largement majoritaire**.

- **Le « modèle social français » est une référence politique protéiforme, puisque les Français considèrent que son meilleur garant est le candidat pour lequel ils ont l'intention de voter au premier tour de l'élection présidentielle**. En conséquence, les deux candidats les plus cités comme « meilleur garant du modèle social » sont ceux qui sont en tête aujourd'hui des intentions de vote, François Hollande (28%) et Nicolas Sarkozy (24%).

Dans le détail :

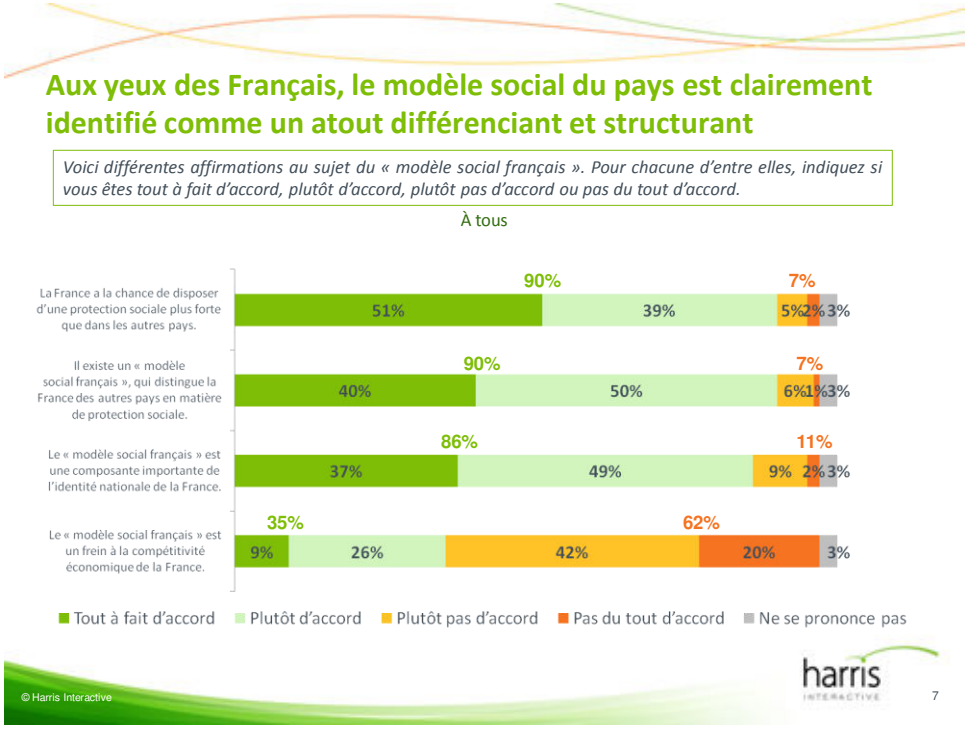
Les Français considèrent quasi unanimement qu'il existe un modèle social spécifique en France, qui constitue même un atout structurant de l'identité nationale française, auquel les Français se déclarent attachés, et qui ne semble constituer un frein à la compétitivité économique du pays que pour un tiers d'entre eux

L'existence d'un « modèle social » spécifique à la France ne fait guère de doute aux yeux des Français : neuf personnes sur dix (90%) **sont d'accord pour dire qu'il existe un « modèle social français » qui distingue la France des autres pays en matière de protection sociale** (dont 40% se déclarent même « tout à fait d'accord »), et une proportion équivalente (86%) adhère à l'idée que le modèle social français est même « une **composante importante de l'identité nationale de la France** » (37% « tout à fait d'accord »).

Qui plus est, cette différence est clairement identifiée comme un atout auquel les Français se déclarent attachés : à nouveau, neuf personnes sur dix (90%) sont d'accord pour dire que « la France a la chance de disposer d'une protection sociale plus forte que dans les autres pays », une majorité absolue des Français (51%) indiquant même être « tout à fait d'accord » avec cette affirmation. En conséquence, plus de huit personnes sur dix (82%) se déclarent attachées à ce « modèle social français », dont un tiers (32%) affirmant y être « très attaché ». Seuls 16% des Français n'expriment pas d'attachement au « modèle social français ».

Dans le détail, notons tout d'abord que **ces jugements positifs à l'égard du modèle social français**, qu'il s'agisse de déclarer son attachement personnel ou de considérer que ce modèle est une « chance » pour la France, **sont partagés par au moins sept personnes sur dix, quelle que soit la catégorie de population considérée**. Néanmoins, on peut constater que les hommes et les personnes les plus âgées se déclarent plus attachés au modèle social français que les femmes et les personnes les plus jeunes, de même que **les sympathisants de Gauche se montrent plus positifs que les sympathisants de Droite**. A l'extrême-Droite de l'échiquier politique, soulignons également que les personnes ayant l'intention de voter pour Marine Le Pen au premier tour de la prochaine élection présidentielle se montrent légèrement plus positives à l'égard du modèle social que le socle plus restreint constitué par les sympathisants du Front National : la candidate du FN semble donc rassembler au sein de son électorat des personnes accordant davantage d'importance au modèle social, qui ne se définissent pas nécessairement elles-mêmes comme sympathisants frontistes.

Les Français semblent peu sensibles à l'argument selon lequel ce « modèle social français » serait un frein à la compétitivité économique de la France : une personne sur trois (35%) **indique être d'accord avec cette affirmation**, dont seulement 9% « tout à fait d'accord », contre 62% se déclarant en opposition avec cette idée, dont 20% « pas du tout d'accord ». **Cette critique du modèle social sur le registre de l'efficacité économique est néanmoins davantage partagée par les personnes disposant des revenus les plus élevés** (45% parmi les foyers avec plus de 5 000 euros nets par mois), et par les **personnes se situant à Droite de l'échiquier politique**, que ce soit par leur proximité politique (55% parmi les sympathisants de Droite), leur vote à l'élection présidentielle de 2007 (54% parmi les électeurs de Nicolas Sarkozy) ou leur intention de vote pour l'élection présidentielle de 2012 (57% parmi les électeurs potentiels de Nicolas Sarkozy).



Selon les Français, le modèle social regroupe de nombreuses composantes, dont l'assurance-maladie constitue l'élément le plus décisif, et dont « les 35 heures » ne font pas nécessairement partie

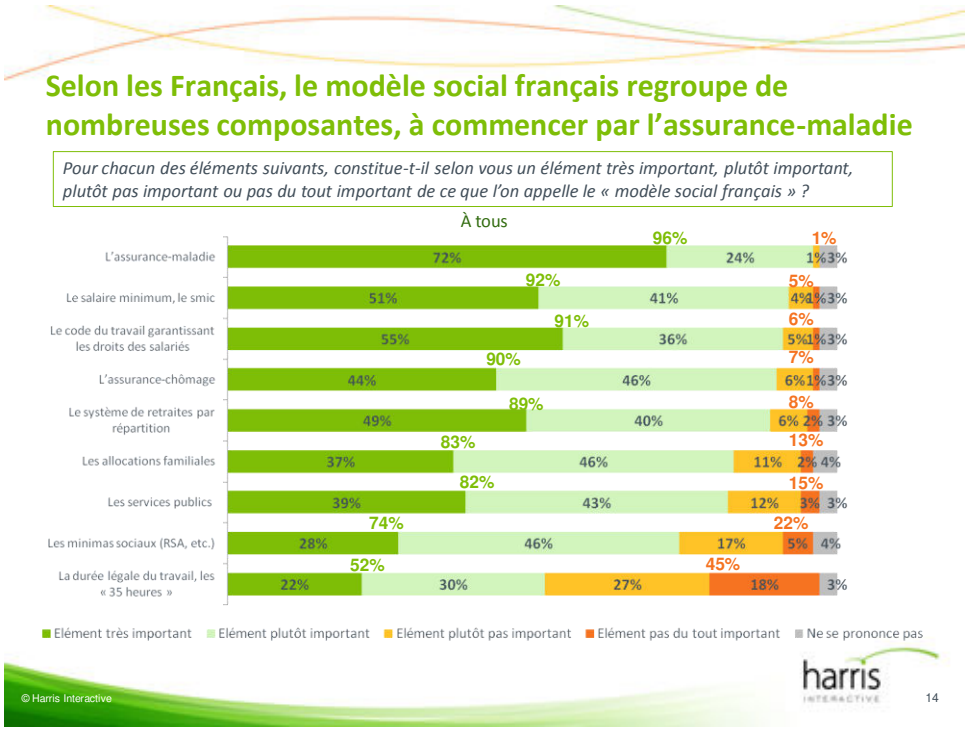
Interrogés sur différentes composantes possibles de ce modèle social, **les Français considèrent de façon quasi unanime que l'assurance maladie** (96%), **le salaire minimum** (92%), **le code du travail** (91%), **l'assurance-**

chômage (90%) **et le système de retraites par répartition** (89%) **constituent des éléments importants de ce que l'on appelle le « modèle social français »**. Notons néanmoins que **l'assurance-maladie se démarque nettement comme l'élément jugé le plus important par les Français** : près de trois personnes sur quatre (72%) le qualifient même de « très important » (pour respectivement 51% concernant le salaire minimum, 55% concernant le code du travail, 44% concernant l'assurance-chômage et 49% concernant le système de retraites).

Dans leur définition du modèle social, plus de huit Français sur dix jugent également importants les allocations familiales (83%, dont 37% « très important ») et les **services publics** de façon générale (82%, dont 39% « très important »), quand près de trois Français sur quatre portent ce jugement au sujet des **minimas sociaux** (74%, dont 28% « très important »).

Notons que les catégories de population qui se déclaraient les plus attachées au modèle social français sont aussi celles qui jugent chacun des éléments cités particulièrement importants : les personnes les plus âgées et les sympathisants de Gauche accordent ainsi davantage d'importance à ces différentes composantes que les personnes les plus jeunes et les sympathisants de Droite – même si ces derniers sont toujours largement majoritaires à les juger importantes.

Les Français se montrent plus partagés sur la question de savoir si la durée légale du travail, les « 35 heures », constituent ou non un élément important du modèle social français : 50% estiment que cette durée légale du travail en est une composante importante (dont 22% « très importante »), quand 45% jugent au contraire qu'elle n'est pas importante dans leur définition du modèle social (dont 18% « pas du tout importante »). **Sur cette question des 35 heures, on observe un fort clivage politique** : 77% des sympathisants de Gauche jugent qu'il s'agit d'une composante importante, tandis qu'ils ne sont que 28% à porter le même jugement parmi les sympathisants de Droite. On le voit, si l'attachement apparait manifeste concernant l'assurance maladie, un Français sur deux considère que le « code du travail », le SMIC ainsi que le système de retraite par répartition constituent des éléments très importants constitutifs du modèle social.

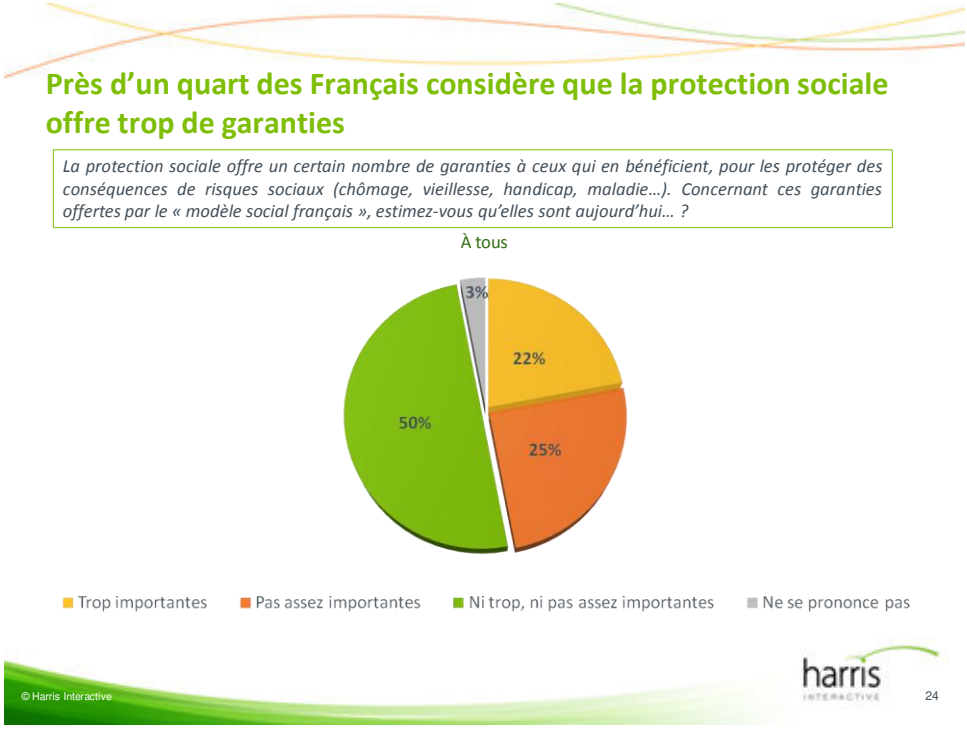


Soulignons que sur cette question des 35 heures, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à considérer qu'il s'agit d'un élément important du modèle social (58% contre 46%) : **cette sensibilité particulière des femmes à la question des 35 heures – alors qu'elles se montrent par ailleurs plus distantes à l'égard du modèle social français de façon générale – s'explique sans doute par leur situation économique globalement plus vulnérable que celle des hommes** : on sait que les femmes exercent souvent des métiers moins bien rémunérés ; or ce sont les membres des catégories populaires dans leur ensemble qui attachent une importance particulière aux « 35 heures » (60% important). Notons que les salariés (59%) accordent également une importance plus forte à la durée légale du travail que les indépendants (27%) ou les inactifs (45%).

Les Français ne semblent pas prêts à envisager des évolutions fortes dans le modèle social actuel, même si les sympathisants de Droite et les personnes disposant des plus hauts revenus sont plus nombreux à juger les garanties actuelles trop protectrices

De façon globale, les Français sont partagés quant à l'éventualité de faire évoluer les garanties actuellement proposées par le modèle social français : une personne sur deux estime que ces garanties sont aujourd'hui suffisantes (50% « elles ne sont ni trop, ni pas assez importantes »), quand un quart des Français juge qu'elles

sont même insuffisantes (25% « elles ne sont pas assez importantes »), et une proportion quasi équivalente déclare au contraire qu'elles sont excessives (22% « elles sont trop importantes »).



Le sentiment que le régime actuel offre trop de garanties est davantage partagé par les sympathisants de Droite (36%), **et plus largement par l'ensemble des personnes aux situations économiques favorables**, que ce soit par le niveau élevé des revenus de leur foyer (30% dans les foyers disposant de plus 5 000€ nets mensuels, contre 17% dans les foyers disposant de moins de 1 200€) ou par leur statut de propriétaire de leur logement (24%, contre 18% des locataires). **A l'inverse, le sentiment que le régime actuel n'offre pas assez de garanties est plus exprimé par les sympathisants de Gauche** (37%, avec une gradation allant de 60% à l'extrême-Gauche, 44% pour les sympathisants du Front de Gauche, et 36% pour les sympathisants du Parti socialiste) **et par les personnes dans des situations économiques plus fragiles** : les femmes (28%), les personnes résidant en HLM (38%) et les locataires (34%).

Plus précisément, sur la plupart des conditions d'obtention des assurances chômage, une majorité de Français aspire au statu quo, la minorité restante souhaitant une évolution présentant des attentes contradictoires. Ainsi, 53% des Français souhaitent maintenir la période d'affiliation minimale à l'assurance chômage, quand 25% souhaitent l'augmenter et 19% la réduire. 59% des Français jugent également qu'il faut conserver la part du

salaire versée dans le cadre des indemnités chômage, quand 24% souhaitent l'augmenter et 14% la réduire. Enfin, 48% des personnes interrogées se satisfont de la durée pendant laquelle les indemnités chômages sont versées aux demandeurs d'emploi, quand 24% souhaitent l'augmenter et 25% la réduire.

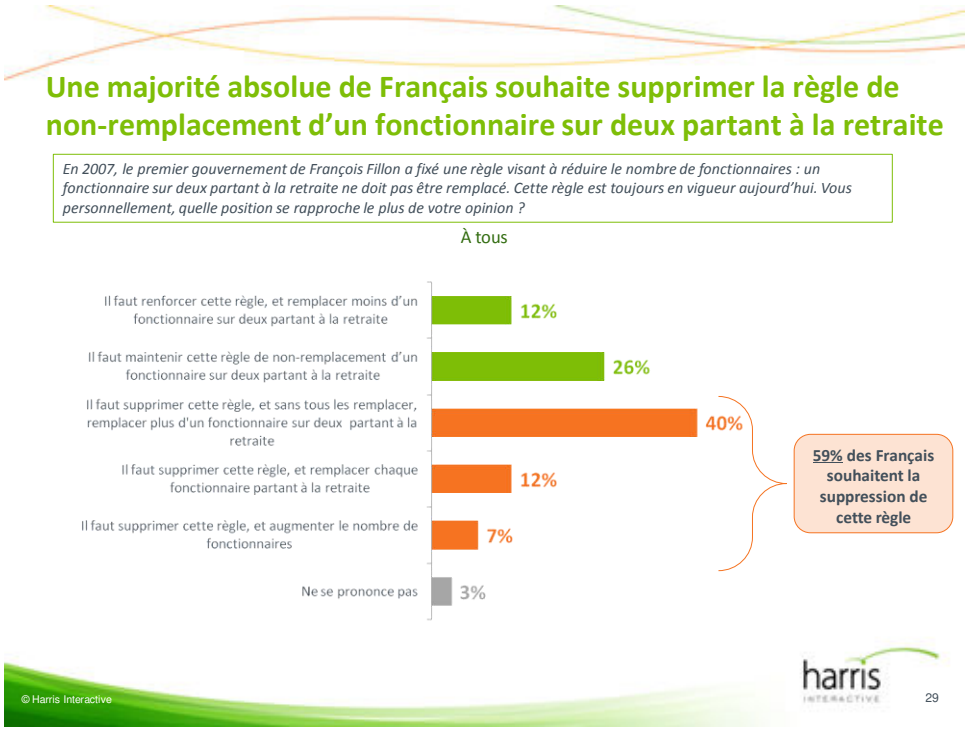
Concernant ces conditions d'obtention des assurances chômage, une seule perspective d'évolution est jugée souhaitable par une majorité de Français : il s'agit du renforcement du contrôle pour vérifier que la personne cherche activement un emploi (72% souhaitent augmenter ce contrôle, contre 4% indiquant qu'il faut le réduire, et 21% qu'il faut le maintenir en l'état). Cette attente d'une plus grande sévérité à l'égard des demandeurs d'emploi s'investissant peu dans leur recherche d'emploi s'inscrit dans une exigence plus large de justice « méritocratique » de la part des Français, qui est également partagée par les sympathisants de Gauche (60% souhaitent que ce contrôle soit renforcé).

Dans le détail, notons que le durcissement des conditions d'obtention des assurances chômage (renforcement du contrôle de recherche d'emploi et de la durée d'affiliation minimale, diminution de la part du salaire concernée et de la durée d'obtention) **est particulièrement attendu par les personnes disposant des plus hauts revenus et les sympathisants de Droite ou d'extrême-Droite**. **A l'inverse, l'assouplissement des conditions d'obtention des assurances chômage est davantage souhaité par les personnes disposant des revenus les plus faibles, et par les sympathisants de Gauche**, et tout particulièrement par les sympathisants du Front de Gauche.
Les salariés du privé ont également été interrogés sur les sacrifices qu'ils seraient prêts à envisager dans l'hypothèse où leur entreprise se trouverait en grande difficulté : il s'agissait de les placer dans des situations hypothétiques et, en leur soumettant des positions tranchées, voir l'attitude qu'ils seraient susceptibles d'adopter « à froid ». Il en ressort que, si les salariés jugeaient que leur entreprise traversaient des difficultés économiques suffisamment lourdes – ce qui constitue un postulat fort –, **une courte majorité de ces salariés (55%) pourrait envisager de travailler plus d'heures dans la semaine sans augmenter leur salaire**, effort auquel 18% des salariés se déclarent même « certainement prêts », contre 43% indiquant ne pas y être prêts. En revanche, moins d'un quart des salariés (22%) affirment qu'ils seraient prêts à réduire leur salaire tout en travaillant le même nombre d'heures dans la semaine, et seulement 6% s'y déclarent « certainement prêts » : **dans un contexte économique global de forte crispation sur le pouvoir d'achat doublée d'une inquiétude sur l'avenir de leur emploi, les salariés se déclarent plutôt prêts à consentir des efforts en termes de temps, mais apparaissent nettement moins enclins à accepter une baisse de salaire**.

Dans le détail, les membres des catégories supérieures et les personnes disposant des plus hauts revenus se déclarent davantage prêts à ces différents efforts que les membres des catégories populaires et les personnes disposant des revenus les plus faibles.

Six Français sur dix souhaitent la suppression de la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux à la retraite, même si l'idée qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires est largement majoritaire

Six Français sur dix (59%) estiment qu'il faut supprimer la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, instaurée en 2007 par le premier gouvernement de François Fillon, contre 12% estimant qu'il faut au contraire la renforcer en remplaçant moins d'un fonctionnaire sur deux, pour 26% qui souhaitent conserver cette règle dans son état actuel. **Néanmoins, parmi les personnes souhaitant une suppression de cette règle, 40% estiment qu'il faut certes supprimer cette norme mathématique, mais ne remplacer qu'une partie des fonctionnaires partant à la retraite**, quand 12% estiment qu'il faut tous les remplacer, et 7% indiquant qu'il faut même augmenter le nombre de fonctionnaires. **En d'autres termes, la lettre de la règle est mise en question, sans doute du fait de son apparence comptable, mais son esprit semble convenir à une majorité de Français : 78% utilisent ainsi une réponse suggérant qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires**.



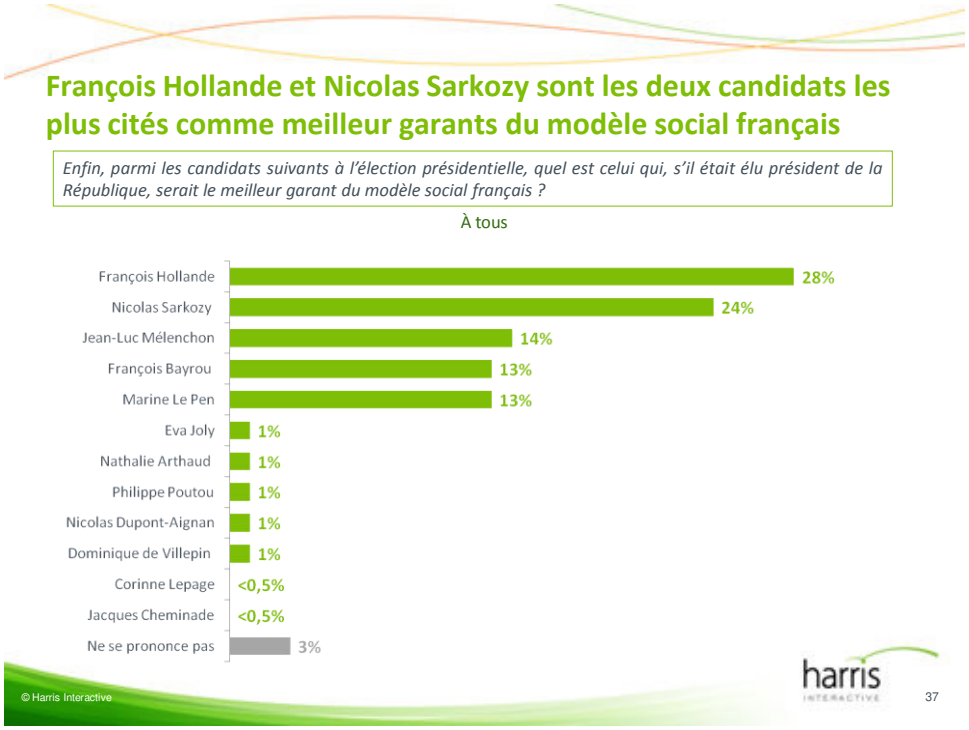
Plus précisément, cette question illustre un clivage politique fort : **les sympathisants de Droite, et tout particulièrement ceux de l'UMP, se montrent très favorables à cette règle, qu'il s'agisse de la maintenir** (54% à Droite, 56% à l'UMP) **ou de la renforcer** (22% et 23%). A l'inverse, **les sympathisants de Gauche se déclarent dans une très large majorité hostiles à cette règle, puisque 88% souhaitent la supprimer**. **Derrière ce consensus apparent, on relève néanmoins des clivages internes à la Gauche**, puisque ceux qui expriment une intentions de vote pour François Hollande sont 60% à estimer que s'il faut supprimer cette règle, il ne faut pas pour autant remplacer la totalité des fonctionnaires partant à la retraite, tandis que les électeurs indiquant une préférence pour Jean-Luc Mélenchon sont partagés entre l'idée de ne remplacer qu'une partie de ces fonctionnaires (47%) et celle de proposer une modification plus radicale (44%), que ce soit en remplaçant intégralement les départs en retraite (27%), ou en augmentant le nombre de fonctionnaires (17%). Notons enfin que **ceux qui indiquent avoir l'intention de voter pour Marine Le Pen à la prochaine élection présidentielle expriment sur cette question une opinion plus proche de celle des électeurs potentiels de François Hollande que de celle des soutiens de Nicolas Sarkozy**.

Le « modèle social français » constitue une référence politique protéiforme, puisque les Français considèrent que son meilleur garant est le candidat pour lequel ils ont l'intention de voter au premier tour de l'élection présidentielle

Enfin, le candidat à l'élection présidentielle qui apparaît aux Français comme le meilleur garant du modèle social est souvent celui pour lequel ils ont l'intention de voter. **Conférer à un candidat le statut de garant du modèle social revient donc à exprimer une forme d'adhésion à son égard, ce qui est révélateur de l'aspect hautement consensuel de l'appellation « modèle social français »**, malgré des positions politiques pourtant très différentes selon les candidats.

Ainsi, 79% des sympathisants du Parti socialiste désignent François Hollande comme le meilleur garant du modèle social français, quand 81% des sympathisants de l'UMP portent ce jugement sur Nicolas Sarkozy, 74% des sympathisants du Front de Gauche sur Jean-Luc Mélenchon, 73% des sympathisants du MoDem sur François Bayrou et 77% des sympathisants du Front National sur Marine Le Pen. Soulignons le cas singulier des sympathisants écologistes, qui sont seulement 11% à citer leur candidate Eva Joly comme meilleure garante du modèle social, et 53% à se reporter sur François Hollande, ou 26% sur Jean-Luc Mélenchon.

Au global, les candidats jugés les meilleurs garants du modèle social français sont donc ceux qui bénéficient des intentions de vote les plus élevées aujourd'hui : François Hollande arrive en tête avec 28%, devant Nicolas Sarkozy à 24%, suivi de trois candidats très rapprochés, Jean-Luc Mélenchon à 14%, François Bayrou et Marine Le Pen à 13%. Aucun autre candidat ne rassemble plus de 1% des voix.



-

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6ème rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy –Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr